



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
ACTIVITÉS ABANDONNÉES	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2013	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	4
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	8
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	22
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	27

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du premier trimestre 2014 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent.

Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2013.

Québecor est une société de gestion détenant une participation de 75,4 % dans Québecor Média inc. (« Québecor Média »), l'un des plus importants conglomérats de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement, et Technologies et communications interactives. Québecor Média déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

Depuis le troisième trimestre 2013, les données financières de la filiale Le SuperClub Vidéotron Itée (« Le SuperClub Vidéotron ») sont présentées dans le secteur Loisir et divertissement au lieu du secteur Télécommunications. Depuis le quatrième trimestre 2013, les données financières de la division Québecor Média Affichage sont présentées dans le secteur Télédiffusion au lieu du secteur Médias d'information. Par conséquent, les données financières sectorielles de la Société des périodes précédentes ont été reclassées afin de refléter ces changements.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Québecor Média a annoncé qu'elle se retirait de la distribution porte-à-porte des journaux hebdomadaires et de circulaires au Québec et qu'elle cessait la distribution du Sac Plus à compter de janvier 2014. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie.

Le 5 décembre 2013, Québecor Média a annoncé la vente de 74 hebdos au Québec à Transcontinental Interactif inc., une filiale de Transcontinental inc., pour une contrepartie en espèces de 75,0 M\$. Cette transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires, plus spécifiquement le Bureau de la concurrence. Pendant la période nécessaire à l'analyse de la transaction, Corporation Sun Media continuera d'assurer la publication des hebdos qui en font l'objet. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie.

Le 1^{er} juin 2013, Québecor Média a vendu son site Internet spécialisé *Jobboom* pour une contrepartie en espèces de 52,1 M\$, déduction faite des espèces disposées de 5,4 M\$, et le 29 novembre 2013 Québecor Média a vendu son site Internet spécialisé *Réseau Contact* pour une contrepartie en espèces de 7,1 M\$, déduction faite des espèces disposées de 0,4 M\$. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités, ainsi que le gain de 37,6 M\$ résultant de la vente des deux sites Internet, ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie.

Dans le présent rapport de gestion, seules les activités poursuivies de Québecor sont considérées dans l'analyse des résultats d'exploitation sectoriels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2013

- Le chiffre d'affaires de Québecor a totalisé 1,04 G\$ au premier trimestre 2014, en hausse de 11,4 M\$ (1,1 %) résultant principalement d'une croissance de 4,8 % des revenus du secteur Télécommunications.
- Le 28 avril 2014, Québecor a annoncé d'importants changements à la direction de la Société et ses filiales. Pierre Dion, président et chef de la direction de Groupe TVA inc. (« Groupe TVA »), a été nommé président et chef de la direction de Québecor et Québecor Média en remplacement de Robert Dépatie qui s'est retiré, pour des raisons de santé, de ses fonctions de président et chef de la direction de Québecor, de Québecor Média et de Vidéotron Itée (« Vidéotron »). Pierre Dion continuera d'assumer la fonction de président et chef de la direction de Groupe TVA jusqu'à la nomination de son successeur. Manon Brouillette accède au poste de présidente et chef de la direction de Vidéotron le 7 mai 2014.
- Pierre Karl Péladeau a quitté, le 9 mars 2014, toutes ses fonctions au sein des conseils d'administration de Québecor et de ses filiales, à la suite de sa décision de se lancer en politique active. Dans la foulée, Sylvie Lalande a été nommée, le 10 mars 2014, présidente du conseil d'administration de Groupe TVA et Françoise Bertrand, le 12 mars 2014, présidente du conseil d'administration de Québecor Média.

Télécommunications

- Au premier trimestre 2014, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 31,8 M\$ (4,8 %) de ses revenus et de 21,9 M\$ (7,0 %) de son bénéfice d'exploitation ajusté.
- Tous les principaux services de Vidéotron ont enregistré une progression de leurs revenus au premier trimestre 2014 : accès Internet (13,6 M\$ ou 6,9 %), téléphonie mobile (11,7 M\$ ou 23,4 %), téléphonie par câble (2,2 M\$ ou 1,9 %) et télédistribution (0,8 M\$ ou 0,3 %).
- Le 28 mars 2014, les appareils mobiles d'Apple ont été ajoutés à l'imposant catalogue de produits mobiles proposé à sa clientèle par Vidéotron. À cette même date, Vidéotron a lancé sa nouvelle application illico destinée aux utilisateurs d'appareils iPhone 4 et 5 (5C et 5S). L'application illico pour iPhone met gratuitement à la disposition des clients télé de Vidéotron des milliers d'heures de programmation, tant en français qu'en anglais, provenant d'une cinquantaine de chaînes de télévision.
- Le 19 février 2014, Vidéotron a été retenue par Industrie Canada parmi les soumissionnaires pour sept licences de spectre dans la bande de 700 MHz dans les quatre provinces les plus peuplées du Canada. Les licences d'exploitation, acquises au coût de 233,3 M\$, couvrent la totalité du Québec, de l'Ontario (à l'exception de la zone du nord de l'Ontario), de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Ces licences permettent de rejoindre approximativement 80 % de la population canadienne, soit plus de 28 millions de personnes. Ces licences ont été émises à Vidéotron le 3 avril 2014 à la suite du paiement final effectué à Industrie Canada.

Médias d'information

- Au premier trimestre 2014, le secteur Médias d'information a enregistré des revenus en baisse de 16,0 M\$ (-8,6 %) et un bénéfice d'exploitation ajusté en hausse de 0,3 M\$ (2,0 %).
- Les résultats du sondage NADbank 2013, qui mesure le lectorat des principaux quotidiens au Canada, confirment que *Le Journal de Montréal* compte un lectorat hebdomadaire de 1 157 100, c'est-à-dire 314 000 lecteurs de plus que son plus proche concurrent, soit un écart de 37,2 %. *Le Journal de Montréal* est le quotidien le plus lu à Montréal pour une 28^e année consécutive. Pour sa part, *Le Journal de Québec* rejoint un lectorat hebdomadaire de 355 300, soit 88 000 lecteurs de plus que son principal concurrent, soit un écart de 32,9 %. Enfin, le quotidien gratuit *24 heures* a atteint un nouveau sommet de lectorat hebdomadaire de 742 900, en hausse de 14 800 lecteurs par rapport à l'année précédente (source : NADbank 2013, Montréal RMR, Québec RMR).

Télédiffusion

- La deuxième saison de l'émission *La Voix* a enregistré des résultats exceptionnels pendant toute sa période de diffusion entre le 19 janvier et le 13 avril 2014. L'auditoire moyen pour le gala hebdomadaire a dépassé 2,6 millions de téléspectateurs et la part de marché moyenne pour ce gala s'est élevée à 56,9 %. Lors de la grande finale diffusée le 13 avril 2014, l'auditoire moyen a été de 2,7 millions de téléspectateurs, soit une part de marché de 61,9 %. La création de contenus multiplateformes à valeur ajoutée autour de ce produit télévisuel de qualité témoigne bien du succès de la stratégie de convergence dont bénéficie l'ensemble des propriétés médias de Québecor.

Financement

Les opérations financières suivantes ont été réalisées depuis la fin de l'exercice 2013.

- Le 9 avril 2014, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,375 % et échéant le 15 juin 2024, pour un produit net de 646,4 M\$, déduction faite des frais de financement de 7,8 M\$. Vidéotron a entièrement couvert le risque de change lié aux nouveaux billets de premier rang en utilisant des swaps sur devises, en plus de convertir le taux d'intérêt d'un taux fixe à un taux variable sur une tranche d'un montant en capital de 158,6 M\$US des billets de premier rang.
- Vidéotron a utilisé le produit tiré de l'émission de billets de premier rang du 9 avril 2014 pour rembourser par anticipation et retirer, le 24 avril 2014, un montant en capital global de 260,0 M\$US de ses billets de premier rang émis le 5 mars 2009 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant le 15 avril 2018, pour rembourser les emprunts sur sa facilité de crédit renouvelable, pour payer les frais et dépenses liés à l'opération et pour les besoins généraux de l'entreprise. La vigueur de la demande a permis à Vidéotron d'augmenter la taille du placement à des conditions favorables, démontrant une fois de plus la vigueur des activités et du profil de crédit de cette filiale.

- Le 25 avril 2014, Québecor Média a complété l'achat et le remboursement par anticipation de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 380,0 M\$US émis le 5 octobre 2007 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant le 15 mars 2016, et a réalisé l'actif des contrats de couverture afférents.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice d'exploitation ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la perte sur refinancement de dettes, les impôts sur le bénéfice et la perte liée aux activités abandonnées. Le bénéfice d'exploitation ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité.

En outre, le bénéfice d'exploitation ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média, sont également utilisées par la Société. De plus, des mesures comme le bénéfice d'exploitation ajusté sont fréquemment utilisées par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. La définition du bénéfice d'exploitation ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 1**Rapprochement du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté :		
Télécommunications	334,6 \$	312,7 \$
Médias d'information	15,4	15,1
Télédiffusion	(10,8)	(3,8)
Loisir et divertissement	(2,0)	0,1
Technologies et communications interactives	2,6	1,3
Siège social	6,7	(0,4)
	346,5	325,0
Amortissement	(169,6)	(162,0)
Frais financiers	(90,8)	(97,2)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	2,0	7,7
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(1,5)	(1,6)
Perte sur refinancement de dettes	(18,7)	—
Impôts sur le bénéfice	(18,5)	(22,3)
Perte liée aux activités abandonnées	(0,7)	(3,9)
Bénéfice net	48,7 \$	45,7 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux et la perte sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements, du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et de la perte liée aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluer le bénéfice prévisible. De plus, cette mesure est fréquemment utilisée par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	49,3 \$	36,0 \$
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	2,0	7,7
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(1,5)	(1,6)
Perte sur refinancement de dettes	(18,7)	-
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	7,3	(3,3)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	2,8	(0,3)
Activités abandonnées	(0,5)	(2,9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	40,7 \$	35,6 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Les tableaux 9 et 10 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de la filiale selon les IFRS, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 10 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Revenu mensuel moyen par abonné

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR

Comparaison des premiers trimestres 2014 et 2013

Revenus de 1,04 G\$, en hausse de 11,4 M\$ (1,1 %).

- Augmentation dans le secteur Télécommunications (31,8 M\$ ou 4,8 % des revenus du secteur).
- Revenus stables dans le secteur Technologies et communications interactives.
- Recul dans les secteurs Médias d'information (16,0 M\$ ou -8,6 %), Télédiffusion (4,8 M\$ ou -4,2 %) et Loisir et divertissement (2,7 M\$ ou -4,2 %).

Bénéfice d'exploitation ajusté de 346,5 M\$, en hausse de 21,5 M\$ (6,6 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (21,9 M\$ ou 7,0 % du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur), Technologies et communications interactives (1,3 M\$), Médias d'information (0,3 M\$ ou 2,0 %) et siège social (7,1 M\$), expliqué dans ce dernier cas par la variation de la charge d'options.
- Baisse dans les secteurs Télédiffusion (7,0 M\$) et Loisir et divertissement (2,1 M\$).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 1,9 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au premier trimestre 2014, par rapport à la même période de 2013. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et l'impact des différentes transactions sur les options émises conformément à ce programme ont entraîné un écart favorable de 8,4 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier trimestre 2014.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 40,7 M\$ (0,33 \$ par action de base) au premier trimestre 2014, contre 35,6 M\$ (0,29 \$ par action de base) à la même période de 2013, soit un écart favorable de 5,1 M\$ (0,04 \$ par action de base).

- Cet écart favorable s'explique surtout par :
 - la hausse de 21,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté ;
 - la diminution de 6,4 M\$ des frais financiers ;
 - la baisse de 3,8 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice des activités d'exploitation poursuivies ;
 - l'écart favorable de 3,2 M\$ au chapitre de la perte liée aux activités abandonnées ;
 - la diminution de 2,1 M\$ du bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Contrebalancés en partie par :

- une perte sur refinancement de dettes de 18,7 M\$ inscrite au premier trimestre 2014 ;
- la hausse de 7,6 M\$ de la charge d'amortissement ;
- l'écart défavorable de 5,7 M\$ au chapitre des gains sur évaluation et conversion d'instruments financiers.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 49,3 M\$ (0,40 \$ par action de base) au premier trimestre 2014, contre 36,0 M\$ (0,29 \$ par action de base) à la même période de 2013, soit une hausse de 13,3 M\$ (0,11 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 169,6 M\$ au premier trimestre 2014, soit une hausse de 7,6 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des investissements en immobilisations effectués depuis 2012 dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives à la modernisation du réseau filaire, à l'expansion du réseau sans fil et à l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

Frais financiers de 90,8 M\$, en baisse de 6,4 M\$ expliquée surtout par l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme, attribuable aux refinancements à des taux d'intérêt inférieurs.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 2,0 M\$ au premier trimestre 2014, comparativement à 7,7 M\$ au premier trimestre 2013 qui s'explique principalement par la variation des justes valeurs des options de règlement anticipé due à la fluctuation des hypothèses d'évaluation, notamment les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents et le gain sur le renversement des dérivés incorporés à la suite du rachat de dettes au premier trimestre 2014.

Charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 1,5 M\$ au premier trimestre 2014, contre 1,6 M\$ à la même période de 2013.

Perte sur refinancement de dettes de 18,7 M\$ au premier trimestre 2014, contre aucune à la même période de 2013.

- Le 26 mars 2014, Vidéotron a émis un avis visant le remboursement, le 24 avril 2014, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 260,0 M\$US, émis le 5 mars 2009 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant le 15 avril 2018, pour un prix de 103,042 % du montant nominal. Une perte nette de 21,4 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours du premier trimestre 2014 relativement à ce remboursement, y compris une perte de 1,7 M\$ enregistrée auparavant dans les autres éléments du résultat global.
- Le 26 mars 2014, Québecor Média a émis un avis visant le remboursement, le 25 avril 2014, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 380,0 M\$US, émis le 5 octobre 2007 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant le 15 mars 2016, pour un prix de 100,00 % du montant nominal. Un gain net de 2,7 M\$ a été comptabilisé dans l'état consolidé des résultats au cours du premier trimestre 2014 relativement à ce remboursement, y compris un gain de 12,5 M\$ enregistré auparavant dans les autres éléments du résultat global.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 18,5 M\$ au premier trimestre 2014 (taux d'imposition effectif de 27,2 %), contre 22,3 M\$ (taux d'imposition effectif de 31,0 %) à la période correspondante de 2013.

- La baisse de la charge d'impôts sur le bénéfice s'explique par la baisse du bénéfice avant impôts sur le bénéfice et par la baisse du taux d'imposition, expliquée dans ce dernier cas par l'impact de la combinaison des taux d'imposition sur les différentes composantes du gain sur évaluation et conversion des instruments financiers et de la perte sur refinancement de dettes.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2014

Revenus de 692,7 M\$, soit une progression de 31,8 M\$ (4,8 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 272,8 M\$, soit une progression de 0,8 M\$ (0,3 %) principalement due à l'augmentation des revenus générés par la location de terminaux numériques et à la hausse des commandes à la télé payante, contrebalancées en partie par l'impact de la baisse nette du nombre de clients.
- Revenus des services d'accès Internet de 212,0 M\$, en hausse de 13,6 M\$ (6,9 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la consommation, la progression des revenus provenant de revendeurs de services d'accès Internet, la hausse de la clientèle et les autres revenus connexes.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 117,9 M\$, soit une hausse de 2,2 M\$ (1,9 %) provenant surtout de la hausse de certains tarifs et du nombre de lignes pour la clientèle affaires, contrebalancée en partie par une diminution des revenus interurbains.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 61,7 M\$, une progression de 11,7 M\$ (23,4 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 16,7 M\$, en hausse de 0,9 M\$ (5,7 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 8,8 M\$, en hausse de 1,9 M\$ (27,5 %), qui s'explique surtout par l'augmentation des ventes d'équipements plus performants et la croissance du nombre de branchements en téléphonie mobile.
- Revenus autres de 2,8 M\$, soit une hausse de 0,7 M\$ (33,3 %).

RMPA de Vidéotron de 121,72 \$ au premier trimestre 2014, contre 114,49 \$ à la même période de 2013, soit une croissance de 7,23 \$ (6,3 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 31 mars 2014, le nombre total d'unités de service s'établissait à 5 039 400, soit une baisse de 600 unités par rapport à la fin de 2013, contre une augmentation de 31 100 au premier trimestre 2013 (tableau 3). Le nombre d'unités de service a augmenté de 91 000 pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2014. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil et de téléphonie par câble, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

Télédistribution – Le nombre de clients pour l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 14 000 (-0,8 %) au premier trimestre 2014, contre une diminution de 5 800 clients au même trimestre de 2013, et a diminué de 38 100 clients (-2,1 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2014 (tableau 3). À la fin du premier trimestre 2014, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 811 100 clients, soit un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 65,9 %, contre 68,2 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 750 200 à la fin de mars 2014, contre 2 710 000 un an plus tôt).

- Au 31 mars 2014, le service illico télé numérique desservait 1 532 700 clients. Ce service a recruté 1 300 clients au premier trimestre 2014, en hausse de 0,1 %, contre une progression de 15 700 clients au premier trimestre 2013. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 32 400 clients (2,2 %). Au 31 mars 2014, le taux de pénétration des résidences et entreprises câblées pour le service illico télé numérique s'élevait à 55,7 %, contre 55,4 % un an plus tôt.
- Le service de télédistribution analogique a enregistré une baisse de 15 300 clients (-5,2 %) au premier trimestre 2014, contre une diminution de 21 500 clients à la même période de 2013. Sur une période de 12 mois, la baisse a été de 70 500 clients (-20,2 %).

Accès Internet par câble – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 419 200 au 31 mars 2014, en hausse de 900 clients (0,1 %) au premier trimestre 2014, contre une hausse de 9 600 clients à la même période de 2013. Pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2014, le service d'accès Internet par câble a recruté 21 900 clients (1,6 %) (tableau 3). Au 31 mars 2014, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 51,6 %, soit le même qu'un an plus tôt.

Téléphonie par câble – Au 31 mars 2014, ce service comptait 1 280 400 clients, en baisse de 5 700 (-0,4 %) au premier trimestre 2014, contre une progression de 9 100 clients au premier trimestre 2013. Ce service a recruté 6 400 clients (0,5 %) sur une période de 12 mois (tableau 3). Au 31 mars 2014, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 46,6 %, contre 47,0 % un an plus tôt.

Téléphonie mobile – Au 31 mars 2014, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 521 600, soit une augmentation de 18 300 lignes (3,6 %) par rapport à la fin de 2013, comparativement à une hausse de 18 300 lignes au premier trimestre 2013. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 100 700 (23,9 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2014 (tableau 3).

Tableau 3

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres
(en milliers de clients)

	Mars 2014	Déc. 2013	Sept. 2013	Juin 2013	Mars 2013	Déc. 2012	Sept. 2012	Juin 2012
Télédistribution :								
Analogique	278,4	293,7	312,8	330,4	348,9	370,4	395,1	412,9
Numérique	1 532,7	1 531,4	1 517,6	1 502,0	1 500,3	1 484,6	1 457,8	1 425,0
	1 811,1	1 825,1	1 830,4	1 832,4	1 849,2	1 855,0	1 852,9	1 837,9
Internet par câble	1 419,2	1 418,3	1 408,2	1 395,4	1 397,3	1 387,7	1 369,6	1 341,1
Téléphonie par câble	1 280,4	1 286,1	1 281,2	1 274,7	1 274,0	1 264,9	1 249,7	1 223,4
Téléphonie mobile ¹	521,6	503,3	478,0	451,1	420,9	402,6	378,3	347,6
Internet sans fil	7,1	7,2	7,1	7,8	7,0	7,1	7,4	6,8
Total (unités de service)	5 039,4	5 040,0	5 004,9	4 961,4	4 948,4	4 917,3	4 857,9	4 756,8

¹ En milliers de lignes

Bénéfice d'exploitation ajusté de 334,6 M\$, en hausse de 21,9 M\$ (7,0 %) qui s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 51,7 % au premier trimestre 2014, contre 52,7 % à la même période de 2013. Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus).

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 170,1 M\$ au premier trimestre 2014, contre 155,0 M\$ à la même période de 2013 (tableau 4).

- Cette augmentation de 15,1 M\$ s'explique surtout par la hausse de 21,9 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

Tableau 4 : Télécommunications

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice d'exploitation ajusté	334,6 \$	312,7 \$
Acquisitions d'immobilisations	(143,0)	(145,6)
Acquisitions d'actifs incorporels (excluant les acquisitions de licences de spectre)	(22,2)	(13,0)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,7	0,9
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	170,1 \$	155,0 \$

Médias d'information

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2014

Revenus de 169,2 M\$ au premier trimestre 2014, en baisse de 16,0 M\$ (-8,6 %).

- Baisse des revenus de 2,4 M\$ attribuable à la fermeture des journaux et de publications spécialisées depuis la fin de 2012 dans le cadre des mesures de restructuration.
- Revenus publicitaires comparables en baisse de 11,9 % ; revenus de tirage comparables en baisse de 3,7 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus comparables stables ; revenus numériques comparables en hausse de 16,3 %.
- Baisse des revenus comparables des quotidiens urbains de 8,7 % et des hebdomadaires régionaux de 9,0 % ; hausse des revenus des portails de 10,9 %, principalement en raison de la hausse des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 15,4 M\$ au premier trimestre 2014, en hausse de 0,3 M\$ (2,0 %).

- Cette hausse est surtout attribuable à :
 - l'incidence favorable de 12,0 M\$ sur le bénéfice d'exploitation ajusté liée aux mesures de restructuration et aux autres réductions de frais d'exploitation.

Contrebalancée en partie par :

- l'impact de la baisse des revenus comparables.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 90,9 % au premier trimestre 2014, contre 91,8 % à la même période de 2013. Cette baisse s'explique par l'incidence favorable des mesures de réduction des frais d'exploitation sur les résultats du premier trimestre 2014, contrebalancée en partie par l'impact de la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 12,3 M\$ au premier trimestre 2014, contre 12,2 M\$ à la même période de 2013 (tableau 5).

Tableau 5 : Médias d'information

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice d'exploitation ajusté	15,4 \$	15,1 \$
Acquisitions d'immobilisations	(1,8)	(2,2)
Acquisitions d'actifs incorporels	(1,4)	(1,0)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,1	0,3
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	12,3 \$	12,2 \$

Télédiffusion

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2014

Revenus de 108,9 M\$ au premier trimestre 2014, en baisse de 4,8 M\$ (-4,2 %).

- Les revenus des activités de télévision ont diminué de 7,1 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - la diminution des revenus publicitaires du Réseau TVA ;
 - la cessation des activités de TVA Boutiques au troisième trimestre 2013.

Contrebalancées par :

- l'augmentation des revenus d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes TVA Sports, LCN, MOI&cie, addik^{TV} et SUN News.
- Les revenus totaux d'édition ont augmenté de 1,2 M\$, en raison principalement de l'incidence favorable sur les revenus de l'acquisition de Les Publications Charron & Cie inc. (« Les Publications Charron & Cie ») en juillet 2013, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de publicité.
- Les revenus de Québecor Média Affichage ont augmenté de 1,1 M\$ au premier trimestre 2014 par rapport à la même période de 2013, principalement en raison de la hausse des revenus de publicité.

Perte d'exploitation ajustée de 10,8 M\$ au premier trimestre 2014, en hausse de 7,0 M\$ par rapport au premier trimestre 2013.

- Perte d'exploitation ajustée des activités de télévision en hausse de 9,5 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus du Réseau TVA et la hausse des coûts de contenu, dont les charges supplémentaires engendrées par la période électorale provinciale au Québec, ainsi que les ajustements au coût de certains droits de diffusion des années antérieures liés à des clauses d'indemnisation.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation ajusté en hausse de 2,0 M\$, qui s'explique surtout par :
 - la réduction de certains coûts d'exploitation, dont les coûts d'impression et de production ;
 - l'impact de l'acquisition de Les Publications Charron & Cie.

Contrebalancés en partie par :

- l'impact de la baisse des revenus de publicité.
- La perte d'exploitation ajustée de Québecor Média Affichage a diminué de 0,4 M\$, en raison principalement de l'impact de l'augmentation des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 109,9 % au premier trimestre 2014, contre 103,3 % à la même période de 2013. Cette hausse est surtout attribuable à l'impact de la baisse des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus) et de la hausse des coûts de contenu.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 20,3 M\$ au premier trimestre 2014, contre des flux négatifs de 9,8 M\$ à la même période de 2013 (tableau 6). Cet écart négatif de 10,5 M\$ s'explique surtout par l'augmentation de 7,0 M\$ de la perte d'exploitation ajustée et par la hausse de 3,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Tableau 6 : Télédiffusion

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Perte d'exploitation ajustée	(10,8) \$	(3,8) \$
Acquisitions d'immobilisations	(8,7)	(5,4)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,8)	(0,6)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(20,3) \$	(9,8) \$

Loisir et divertissement

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2014

Revenus de 61,6 M\$, en baisse de 2,7 M\$ (-4,2 %) par rapport au premier trimestre 2013.

- Baisse de 6,2 % des revenus de Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault ») qui s'explique surtout par :
 - une diminution de 9,2 % des revenus de ventes au détail due principalement à la diminution des ventes de DVD, de livres et de CD ;
 - une baisse de 14,6 % des revenus de distribution principalement attribuable à la baisse des ventes de vidéos.

Contrebalancées en partie par :

- la hausse des revenus de production principalement attribuable à la production du spectacle-tirage télévisé *Célébration 2014* de Loto-Québec et à la production de spectacles d'artistes à succès, dont Véronique Dicaire et Nanette Workman.
- Baisse de 24,4 % des revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron attribuable principalement à la diminution des redevances des magasins franchisés et à la fermeture de magasins.
- Diminution de 8,6 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique surtout par la baisse des revenus de distribution dans les grandes surfaces et les librairies et le recul des revenus en littérature générale.

Contrebalancés en partie par :

- L'incidence favorable sur les revenus de l'acquisition de Gestion d'évènements GesteV inc., le 24 mai 2013.

Perte d'exploitation ajustée de 2,0 M\$ au premier trimestre 2014, soit un écart défavorable de 2,1 M\$ surtout attribuable à :

- l'impact de la baisse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la réduction des frais d'exploitation de Groupe Archambault et du secteur Livres.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 5,2 M\$ au premier trimestre 2014, contre des flux négatifs de 1,1 M\$ à la même période de 2013 (tableau 7).

- Cet écart défavorable de 4,1 M\$ s'explique par l'écart défavorable de 2,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté et la hausse de 2,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Tableau 7 : Loisir et divertissement

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)	(2,0) \$	0,1 \$
Acquisitions d'immobilisations	(2,3)	(0,5)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,9)	(0,7)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(5,2) \$	(1,1) \$

Technologies et communications interactives

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2014

Revenus stables de 35,1 M\$.

- Baisse des activités auprès de clients au Canada, dont une diminution des revenus intersectoriels avec d'autres secteurs de Québecor Média ;
- baisse des activités en France.

Contrebalancées par :

- l'augmentation des revenus du bureau de San Francisco, aux États-Unis ;
- l'effet favorable du taux de change en Europe et aux États-Unis.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 2,6 M\$ au premier trimestre 2014, en hausse de 1,3 M\$, qui s'explique surtout par la baisse de certains frais d'exploitation, dont les coûts de main-d'œuvre.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 2,1 M\$ au premier trimestre 2014, contre 0,5 M\$ à la même période de 2013 (tableau 8).

- Cet écart favorable de 1,6 M\$ s'explique principalement par la hausse de 1,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté.

Tableau 8 : Technologies et communications interactives

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice d'exploitation ajusté	2,6 \$	1,3 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,5)	(0,8)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	2,1 \$	0,5 \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 177,2 M\$ au premier trimestre 2014, contre 129,4 M\$ à la même période de 2013.

- Cet écart favorable de 47,8 M\$ s'explique surtout par :
 - la hausse de 21,9 M\$ du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur Télécommunications ;
 - la baisse de 17,8 M\$ des impôts exigibles ;
 - la diminution de 6,3 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

La croissance de la rentabilité du secteur Télécommunications, la baisse des impôts exigibles (principalement attribuable à la perte fiscale générée par le règlement de contrats de couverture dans Vidéotron en janvier 2014) et le refinancement de certaines dettes à des taux inférieurs ont eu une incidence favorable sur les flux de trésorerie.

Fonds de roulement de 157,2 M\$ au 31 mars 2014, contre 63,4 M\$ au 31 décembre 2013. Cet écart favorable de 93,8 M\$ s'explique principalement par le règlement de contrats de couverture dans Vidéotron et par les paiements d'impôts exigibles à payer.

Investissement

Acquisitions d'immobilisations de 156,3 M\$ au premier trimestre 2014, contre 154,7 M\$ à la même période de 2013, une hausse de 1,6 M\$.

Acquisitions d'actifs incorporels de 71,8 M\$ au premier trimestre 2014, contre 15,4 M\$ à la même période de 2013, soit une augmentation de 56,4 M\$, surtout dans le secteur Télécommunications, reflétant un paiement partiel dans le cadre de l'acquisition par Vidéotron en février 2014 de sept licences de spectre dans la bande de 700 MHz.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,8 M\$ au premier trimestre 2014, contre 1,2 M\$ à la même période de 2013.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média négatifs de 3,0 M\$ au premier trimestre 2014, contre des flux négatifs de 33,3 M\$ à la même période de 2013 (tableau 9).

- Cet écart favorable de 30,3 M\$ s'explique par :
 - l'écart favorable de 42,0 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies.Contrebalancé par :
 - la hausse de 9,7 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, excluant les acquisitions de licences de spectre.

Tableau 9**Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs		
Télécommunications	170,1 \$	155,0 \$
Médias d'information	12,3	12,2
Télédiffusion	(20,3)	(9,8)
Loisir et divertissement	(5,2)	(1,1)
Technologies et communications interactives	2,1	0,5
Siège social de Québecor Média	3,6	0,7
	162,6	157,5
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(84,8)	(90,6)
Portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(1,0)	(0,8)
Impôts exigibles	(6,4)	(24,3)
Autres	1,8	1,2
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(75,2)	(76,3)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média	(3,0) \$	(33,3) \$

Tableau 10**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de Québecor**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média présenté au tableau 9	(3,0) \$	(33,3) \$
Éléments des flux de trésorerie du siège social de Québecor :		
Flux de trésorerie du secteur	3,3	(1,4)
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(3,0)	(3,5)
Autres	0,1	0,3
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(0,8)	(1,6)
	(0,4)	(6,2)
Plus : Acquisition d'immobilisations	156,3	154,7
Plus : Acquisition d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition de licences)	25,1	15,4
Moins : Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(0,8)	(1,2)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de Québecor	177,2 \$	129,4 \$

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 235,7 M\$ au premier trimestre 2014. Variation nette favorable de 209,9 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier trimestre 2014, les augmentations de la dette se résument comme suit :
 - l'augmentation nette des avances sur la facilité bancaire renouvelable et sur l'emprunt bancaire de Vidéotron pour un montant de 125,8 M\$;
 - l'impact défavorable du taux de change estimé à 110,7 M\$. La hausse attribuable à ce facteur a été contrebalancée par une baisse du passif (ou une hausse de l'actif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisées sous « Instruments financiers dérivés » ;
 - l'augmentation nette de 15,1 M\$ de la dette due à la radiation des escomptes et des frais de financement dans le cadre du remboursement, en avril 2014, de billets de premier rang de Québecor Média et de Vidéotron conformément aux avis émis le 26 mars 2014.
- Au premier trimestre 2014, la dette a diminué principalement pour la raison suivante :
 - la baisse de 11,4 M\$ de la dette de Québecor ;
 - les remboursements courants totalisant 6,2 M\$ sur les facilités de crédit de Québecor Média.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 51,4 M\$ au 31 décembre 2013 à un actif net de 158,5 M\$ au 31 mars 2014, soit une variation nette favorable de 209,9 M\$ expliquée par :
 - le règlement à l'échéance le 15 janvier 2014 de passifs liés aux contrats de couverture de Vidéotron, dont l'utilisation avait été modifiée pour couvrir une portion du terme des billets de premier rang d'une valeur nominale de 543,1 M\$US, émis le 14 mars 2012, portant intérêt à un taux de 5,0 % et échéant en 2022 ;
 - l'écart favorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.

Contrebalancés par :

- l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.
- Le 9 avril 2014, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,375 % et échéant le 15 juin 2024, pour un produit net de 646,4 M\$, déduction faite des frais de financement de 7,8 M\$. Vidéotron a entièrement couvert le risque de change lié aux nouveaux billets de premier rang en utilisant des swaps sur devises, en plus de convertir le taux d'intérêt d'un taux fixe à un taux variable sur une tranche d'un montant en capital de 158,6 M\$US des billets de premier rang.
- Vidéotron a utilisé le produit tiré de l'émission de billets de premier rang du 9 avril 2014 pour rembourser par anticipation et retirer, le 24 avril 2014, un montant en capital global de 260,0 M\$US de ses billets de premier rang émis le 5 mars 2009 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant le 15 avril 2018, pour rembourser les emprunts sur sa facilité de crédit renouvelable, pour payer les frais et dépenses liés à l'opération et pour les besoins généraux de l'entreprise. La vigueur de la demande a permis à Vidéotron d'augmenter la taille du placement à des conditions favorables, démontrant une fois de plus la vigueur des activités et du profil de crédit de cette filiale.
- Le 25 avril 2014, Québecor Média a complété l'achat et le remboursement par anticipation de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 380,0 M\$US émis le 5 octobre 2007 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant le 15 mars 2016, et a réalisé l'actif des contrats de couverture afférents.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 977,2 M\$ au 31 mars 2014 pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 363,2 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 614,0 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 93,6 M\$ pour Québecor au niveau corporatif, soit des emprunts bancaires de 1,4 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 95,0 M\$.

Dettes consolidées totalisant 5,31 G\$ au 31 mars 2014, soit une augmentation de 235,7 M\$ par rapport au 31 décembre 2013. Variation nette favorable de 209,9 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 2,59 G\$ de Vidéotron (2,40 G\$ au 31 décembre 2013), de 74,7 M\$ de Groupe TVA (74,6 M\$ au 31 décembre 2013), de 2,56 G\$ de Québecor Média (2,50 G\$ au 31 décembre 2013) et de 89,6 M\$ de Québecor (101,0 M\$ au 31 décembre 2013).

Au 31 mars 2014, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 11

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 31 mars

(en millions de dollars canadiens)

2015	101,3	\$
2016	634,5	
2017	70,5	
2018	45,3	
2019	469,1	
2020 et ultérieurement	4 013,5	
Total	5 334,2	\$

Pro forma l'émission, en avril 2014, de billets de premier rang d'un montant en capital de 600,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,375 % et échéant le 15 juin 2024 et le rachat, en avril 2014, de billets de premier rang portant intérêt à des taux de 9,125 % et de 7,75 % et échéant respectivement les 15 avril 2018 et 15 mars 2016 (y compris les impacts des contrats de couverture afférents), l'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 7,8 années au 31 mars 2014 (6,9 années au 31 décembre 2013) et la dette était constituée approximativement de 85,4 % de dettes à taux fixe (81,6 % au 31 décembre 2013) et de 14,6 % de dettes à taux variable (18,4 % au 31 décembre 2013).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir les engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation ajusté). Au 31 mars 2014, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 7 mai 2014, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,025 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 17 juin 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 23 mai 2014.

Résultat des enchères de spectre dans la bande de 700 MHz

Le 19 février 2014, Vidéotron a été retenue par Industrie Canada parmi les soumissionnaires pour sept licences de spectre dans la bande de 700 MHz dans les quatre provinces les plus peuplées du Canada. Les licences d'exploitation, acquises au coût de 233,3 M\$, couvrent la totalité du Québec, de l'Ontario (à l'exception de la zone du nord de l'Ontario), de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Ces licences permettent de rejoindre approximativement 80 % de la population canadienne, soit plus de 28 millions de personnes. Les fréquences de spectre dans la bande de 700 MHz se distinguent à la fois par leur grande capacité de pénétration en milieu urbain et leur excellente propagation en régions plus éloignées, ce qui en fait la bande de spectre idéale pour le développement des réseaux de prochaines générations, dont les réseaux LTE. Ces licences ont été émises à Vidéotron le 3 avril 2014 à la suite du paiement final effectué à Industrie Canada.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2014

Tableau 12

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2014 et 31 décembre 2013

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2014	31 déc. 2013	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces	405,5 \$	476,6 \$	(71,1) \$	Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement et de financement en excédant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation
Débiteurs	506,5	566,3	(59,8)	Incidence de la variation courante des activités
Actifs incorporels	856,1	824,8	31,3	Paiement partiel sur l'achat des licences de spectre dans la bande 700 MHz par Vidéotron
Passif				
Créditeurs et charges à payer	638,3	717,7	(79,4)	Incidence de la variation courante des activités
Impôts sur le bénéfice ¹	8,2	71,2	(63,0)	Paiement au premier trimestre 2014 du solde à payer d'impôts sur le bénéfice de 2013
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	5 312,7	5 077,0	235,7	<i>Cf.</i> « Financement »
Instruments financiers dérivés ²	(158,5)	51,4	(209,9)	<i>Cf.</i> « Financement »

¹ Passif à court terme moins l'actif à court terme

² Passif à court et à long terme moins l'actif à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2014, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les paiements de coupons sur les débetures convertibles, les paiements minimaux exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 13.

Tableau 13
Obligations contractuelles de Québecor au 31 mars 2014
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	5 334,2	\$ 101,3	\$ 705,0	\$ 514,4	\$ 4 013,5
Paiements d'intérêts ²	2 256,5	242,0	630,2	543,3	841,0
Paiements de coupons sur les débetures convertibles	103,2	20,6	41,3	41,3	-
Contrats de location-exploitation	296,2	57,3	81,6	52,7	104,6
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 538,0	329,6	296,0	213,6	698,8
Instruments financiers dérivés ³	(149,2)	(3,2)	(36,2)	46,0	(155,8)
Total des obligations contractuelles	9 378,9	\$ 747,6	\$ 1 717,9	\$ 1 411,3	\$ 5 502,1

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements liés aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et les taux d'intérêt des couvertures, et selon les taux de change des couvertures sur devises au 31 mars 2014.

³ Estimation des encaissements futurs, déduction faite des déboursés futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Transactions entre parties liées

Au cours du premier trimestre 2014, la Société et ses filiales ont effectué des achats et ont engagé des dépenses de loyers avec des sociétés liées pour un montant de 0,1 M\$ (aucun à la même période de 2013), compris dans les achats de biens et services. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,8 M\$ (0,6 M\$ à la même période de 2013). Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 14 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2014. De plus, 350 000 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 30 avril 2014.

Tableau 14
Capital-actions
(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2014	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	39 003 172	8,7 \$
Actions catégorie B	84 043 292	319,1

Le 8 août 2013, la Société a déposé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 956 068 actions catégorie A représentant environ 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 8 429 248 actions catégorie B représentant environ 10 % des actions catégorie B détenues dans le public au 31 juillet 2013. Les rachats peuvent être effectués entre les 13 août 2013 et 12 août 2014, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées ont été ou seront annulées.

Au cours du premier trimestre 2014, la Société a racheté et annulé 285 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 7,2 M\$ (305 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 6,2 M\$ au premier trimestre 2013). L'excédent de 6,1 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis au premier trimestre 2014 (5,0 M\$ au premier trimestre 2013).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements à long terme, des dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, des dettes à long terme et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société et ses filiales utilisent des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur leurs dettes libellées en dollars US (intérêt et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable et iii) pour fixer la valeur de certains instruments financiers dérivés par l'entremise d'opérations de compensation. La Société et ses filiales n'ont pas l'intention de régler leurs instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société et ses filiales comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des instruments financiers dérivés et des composantes passif et dérivé des débentures convertibles aux 31 mars 2014 et 31 décembre 2013 sont les suivantes :

Tableau 15
Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés
(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	31 mars 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme¹	(5 334,2)	(5 436,5)	(5 140,7)	(5 185,5)
Instruments financiers dérivés				
Options de règlement anticipé	13,7	13,7	14,5	14,5
Contrats de change à terme ²	3,5	3,5	1,8	1,8
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt ²	155,0	155,0	(53,2)	(53,2)
Composantes passif et dérivé des débentures convertibles	(113,2)	(113,2)	(113,6)	(113,6)

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les dérivés incorporés et les frais de financement.

² La valeur des contrats de change à terme utilisés pour fixer la valeur des positions de couverture existantes est déduite de la valeur des instruments financiers ainsi compensés.

Les gains sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les premiers trimestres 2014 et 2013 sont résumés dans le tableau 16.

Tableau 16

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2014	2013
Gain sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	(0,4) \$	(7,2) \$
Gain sur renversement des dérivés incorporés lors du rachat de dettes	(1,1)	–
Gain sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie	–	(0,2)
Gain sur la juste valeur de la composante dérivé des débetures convertibles	(0,5)	(0,3)
	(2,0) \$	(7,7) \$

Une perte de 11,6 M\$ a été enregistrée au premier trimestre 2014 aux autres éléments du résultat global, relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (25,9 M\$ au premier trimestre 2013).

La juste valeur estimative de la dette à long terme et de la composante passif des débetures convertibles est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés constatée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque de non-exécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés et de la composante dérivé des débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation et les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Modifications aux conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2014, la Société a adopté rétrospectivement l'IFRIC 21 – *Droits ou taxes*, qui précise le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements conformément aux dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2014, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer son réseau et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Québecor Média de restructurer avec succès les activités de ses journaux afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement, ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont

disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 8 mai 2014 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal, Québec

Le 8 mai 2014

QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2014	2013			2012			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
Exploitation								
Revenus	1 038,1 \$	1 119,2 \$	1 053,6 \$	1 063,1 \$	1 026,7 \$	1 114,0 \$	1 032,5 \$	1 053,8 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	346,5	397,9	385,3	372,2	325,0	373,6	355,8	358,1
Contribution au bénéfice net (à la perte nette)								
attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	49,3	71,4	67,0	55,5	36,0	56,5	52,3	48,2
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	1,9	(17,5)	(6,3)	(113,9)	3,1	(43,0)	47,5	16,1
Éléments inhabituels	(10,0)	(3,4)	(205,8)	(12,8)	(0,6)	(3,8)	(72,1)	2,2
Activités abandonnées	(0,5)	(7,1)	(22,7)	26,1	(2,9)	(2,6)	(10,6)	(1,0)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	40,7	43,4	(167,8)	(45,1)	35,6	7,1	17,1	65,5
Données de base par action								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette)								
attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,40 \$	0,58 \$	0,54 \$	0,45 \$	0,29 \$	0,45 \$	0,41 \$	0,38 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,01	(0,14)	(0,05)	(0,92)	0,02	(0,34)	0,38	0,13
Éléments inhabituels	(0,08)	(0,03)	(1,67)	(0,10)	-	(0,03)	(0,57)	0,02
Activités abandonnées	-	(0,06)	(0,18)	0,21	(0,02)	(0,02)	(0,08)	(0,01)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	0,33	0,35	(1,36)	(0,36)	0,29	0,06	0,14	0,52
Nombre moyen pondéré								
d'actions en circulation (en millions)	123,1	123,5	123,7	124,3	124,7	125,4	126,3	126,9
Données diluées par action								
Contribution au bénéfice net (à la perte nette)								
attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,35 \$	0,49 \$	0,47 \$	0,39 \$	0,24 \$	0,38 \$	0,41 \$	0,37 \$
Impact de la dilution	-	-	0,07	0,06	-	-	-	-
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,01	(0,12)	(0,05)	(0,92)	0,02	(0,28)	0,38	0,13
Éléments inhabituels	(0,07)	(0,02)	(1,67)	(0,10)	-	(0,03)	(0,57)	0,02
Activités abandonnées	-	(0,06)	(0,18)	0,21	(0,02)	(0,02)	(0,08)	(0,01)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	0,29	0,29	(1,36)	(0,36)	0,24	0,05	0,14	0,51
Nombre moyen pondéré								
d'actions diluées en circulation (en millions)	144,2	144,7	123,7	124,3	150,8	148,6	126,5	127,3